



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service Prévention des Risques Techniques

Arrêté préfectoral portant mise en demeure

en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement à l'encontre de la société
EDILTECO SUD pour son site, situé au 840 rue de la Verdette
sur le territoire de la commune du Pontet (84)

LE PRÉFET DE VAUCLUSE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 autorisant la société DELTISOL à exploiter des installations de fabrication de matériaux d'isolation en polymère expansé, situées sur le territoire de la commune du Pontet à l'adresse suivante 840 rue de la Verdette, concernant notamment la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- Vu** le courrier du 28 décembre 2020 de la société EDILTECO SUD, informant Monsieur le préfet de Vaucluse du changement d'exploitant des installations exploitées par la société DELTISOL sur le territoire de la commune du Pontet, à la suite de la mise en liquidation judiciaire de la société DELTISOL par décision du tribunal de commerce d'Avignon le 23 septembre 2020 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 mars 2025 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception, en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier susvisé ;

Considérant que le process de fabrication du polystyrène expansé à partir de billes de polystyrène est une activité génératrice de composés organiques volatils (COV), notamment le pentane et le styrène, devant faire l'objet d'une surveillance particulière en vue de leurs réductions dans l'atmosphère ;

Considérant que le contrôle terrain mené par l'inspection des installations classées a permis de localiser 9 conduits d'émissions de COV, identifiés dans l'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 ;

Considérant qu'au cours de l'inspection du 18 décembre 2024, les services de l'Inspection des installations classées ont constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'effectue pas une surveillance des rejets atmosphériques issus des neuf conduits susvisés ;
- l'exploitant ne réalise pas de bilan massique mensuel et annuel des émissions totales de pentane et de styrène ;
- l'exploitant ne possède aucune étude mettant en œuvre des moyens de réduction de ses émissions diffuses et/ou canalisés de COV ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 3.2.3.2., 3.2.5.2. et 3.2.5.3. l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2018 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas déclaré ses émissions de COV de l'année 2024 sur le site GEREP ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 4.I de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 ;

Considérant que le mur coupe-feu 2 heures entre l'atelier de découpe des blocs et le bâtiment de stockage sud a été modifié pour intégrer un accès destiné au transfert de produits ;

Considérant que ces travaux remettent en cause la caractéristique coupe-feu deux heures du mur séparant l'atelier de découpe des blocs et le bâtiment de stockage sud ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article 8.2.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2018 ;

Considérant que face à ces constats, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société EDILTECO SUD de respecter les dispositions des articles susvisés afin de protéger l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

Article 1°:

La société EDILTECO SUD, exploitant une installation de fabrication de matériaux d'isolation en polymère expansé, sise 840 rue de la Verdette sur la commune du Pontet, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - les articles 3.2.3.2 et 3.2.5.2 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 susvisé ;
 - l'article 3.2.5.3. de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 susvisé, en ce qui concerne le plan de réduction des émissions de pentane ;
- dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - l'article 4.I de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé : L'exploitant déclare les résultats des émissions du pentane et du styrène de 2023 et 2024
- dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - l'alinéa 3 de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 15/01/2018 susvisé. Pour ce faire, l'exploitant met en œuvre les travaux nécessaires pour restaurer le degré coupe-feu 2 heures du mur séparant l'atelier de découpe des blocs et le bâtiment de stockage sud.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 4 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le maire du Pontet, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le **22 MAI 2025**

Pau le pafel

La secrétaire générale

Sabine ROUSSELY